**Projet de communiqué de presse le 17 novembre 2018.**

A six mois d’élections cruciales pour l’avenir de l’Europe, la très grande majorité des associations françaises de lutte contre la pauvreté affirment leur volonté de porter une parole collective autour de la lutte contre l’exclusion. L’enjeu est de parvenir à ce qu’elle soit aussi audible que possible dans l’espace public.

Cette parole collective prendra la forme d’un **Manifeste** à destination du **grand public** annonçant nos principes d’une part et d’autre part les engagements que les députés du futur Parlement européen doivent prendre. Il sera porté au niveau national mais également au niveau européen.

Est actée également la volonté de lier tous les évènements prévus par les associations autour des élections européennes en un **cycle commun et cohérent**, notamment à travers l’établissement et la diffusion d’un calendrier de ces évènements. L’aboutissement de ce cycle sera **un évènement autour des solidarités en Avril/Mai, porté collectivement** par les associations.

**Le 17 novembre 2018** est le premier anniversaire de l’adoption à Göteborg, en Suède, du **Socle européen des droits sociaux.**

Ce texte est méconnu. Il est pourtant l’outil dont les Gouvernements devraient se saisir pour que l’Europe sociale se réalise enfin.

**L’Europe ne va pas bien.** Le marché du travail concurrentiel conduit à un dumping social forcené, à des conditions de travail déplorables pour beaucoup, à une protection sociale inadéquate qui condamne un nombre de plus en plus important de nos concitoyens à la pauvreté.

**Les forces du Socle européen des droits sociaux :**

* En faire le point de départ vers une convergence sociale renouvelée
* Focaliser la stratégie sur les droits sociaux et la volonté de limiter le dumping social
* Reconnaître le fait qu’une part significative de la population est en risque de pauvreté
* Reconnaître que les politiques économiques doivent produire des résultats y compris sur des objectifs sociaux
* Les marchés du travail doivent être inclusifs, éliminer les jobs mal payés et ultra précaires
* Reconnaître l’importance des transitions professionnelles et du portage des droits sociaux au cours de ces transitions
* Reconnaître le besoin d’une protection sociale adéquate et soutenable, autant que l’accès à des services sociaux de qualité
* Donner priorité au dialogue social et à la participation des personnes pauvres

**Des mesures concrètes pourraient être prises rapidement dans chacun des pays de l’Union :**

* Un salaire minimum et un revenu minimum
* Une assurance chômage
* Un taux de dépense minimal en matière de protection sociale
* De nouveaux indicateurs pour assurer l’effectivité de l’engagement tant au niveau national qu’au niveau européen et garantissant l’accès aux services essentiels : l’alimentation, le logement, l’éducation, la santé, la culture…

**Diffusion d’un** **hashtag** qui sera l’identité de la campagne de com’ : **#EuropeSolidaire** qui acte la mobilisation commune des associations françaises de lutte contre la pauvreté pour les élections européennes.

**Nécessité de s’inscrire sur les listes électorales avant le 31 décembre 2018 pour voter aux élections du Parlement européen le 26 mai 2019.**